

- 3 *Solidarity*, 28 mai 1910, Ibid., p. 124.
 4 Ibid., p. 120.
 5 Salvatore Salerno, *Red November Black November. Culture and Community in the Industrial Workers of the World*, Albany, State University of New York Press, 1989, p. 5.
 6 Cité dans Paul Buhle, *Marxism in the USA from 1870 to the Present Day*, London, Verso, 1987, p. 95.
 7 Cité dans Joyce Kornbluh (ed.), *Rebel Voices – An IWW Anthology*, Chicago, Charles H. Kerr, 1988 (1^o ed. : 1972), p. 45.
 8 Ralph Samuel, notice nécrologique du chanteur Ewan MacColl, *The Independent*, 30 octobre 1989.
 9 Ralph Chaplin, *Wobbly*, New York, Da Capo Press, 1972 (1^o ed. : 1948), p. 147.
 10 Elizabeth Gurley Flynn, *The Rebel Girl*, New York, International Publishers, 1955, p. 135.
 11 Cité dans Joyce Kornbluh, op. cit., p. 49.
 12 Cité dans Salvatore Salerno, op. cit., p. 77.
 13 Cité dans Philip Foner, op. cit., p. 157.
 14 Ronald Creagh, *Histoire de l'anarchisme aux États-Unis d'Amérique (1826-1886)*, Grenoble, La Pensée Sauvage, 1981, p. 10.
- 15 In Madeleine Rebérioux (sous la dir. de), *Fourmies et le Premier Mai*, Paris, Éditions Ouvrières, 1994, pp.315-346.
 16 Sur Emma Goldman et d'autres personnalités, voir Mari Jo Buhle, Paul Buhle, Dan Georgakas (eds.), *Encyclopedia of the American Left*, London, Verso, 1990.
 17 Fred Beal, *Proletarian Journey, New England, Gastonia, Moscow*, New York, 1937, p. 48.
 18 Cité dans Philip Foner, op. cit., p. 144.
 19 Ralph Chaplin, op. cit., p. 176.
 20 Cité dans Joyce Kornbluh, op. cit., p. 51.
 21 Ibid., p. 35.
 22 Cité dans Philip Foner, op. cit., p. 398.
 23 Elizabeth Gurley Flynn, préface à la traduction d'Émile Pouget, *Sabotage, The Conscious Withdrawal of the Workers' Efficiency*, Cleveland, 1915, p. 5.
 24 Cité dans Philip Foner, op. cit., p. 166.
 25 Elizabeth Gurley Flynn, *The Rebel Girl*, op. cit., p. 134.
 26 Cité dans Philip Foner, op. cit., p. 142.
 27 Cité dans Joyce Kornbluh, op. cit., p. 40.

Retours sur l'histoire

Sylvain Pattieu

Historien, auteur de *Les camarades des frères – Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie* (Syllepse, 2002)

L'internationalisme en rouge et noir : trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie

Dans une intervention lors d'un colloque de mars 1999 sur « Crise de la culture et culture de crise », Danielle Tartakowsky explique, en prenant notamment l'exemple de Mai 1968, comment les moments de crise politique permettent à des segments, des fragments de cultures politiques antérieures, de se combiner autrement, de circuler et de se recomposer¹. Quand la crise est importante, ce sont de véritables cultures syncrétiques qui peuvent émerger, et le neuf apparaît ainsi à partir de combinaisons inédites de l'ancien.

La guerre d'Algérie a été un de ces moments de crise pour la société française. À droite comme à gauche, la fin de la IV^e république, le retour du gaullisme, le déclin de la SFIO et la naissance du PSU ont constitué des fractures, avec l'émergence de nouveaux acteurs appuyés par des forces sociales composites. La gauche révolutionnaire, à son échelle, n'a pas été épargnée par ces recompositions, et l'anticolonialisme a conduit au rapprochement, sur le plan de l'action pratique, d'organisations, d'individus, appartenant à des courants différents, à des traditions parfois opposées. Ces rapprochements se sont même traduits par la constitution d'une organisation et d'une revue commune, La Voie communiste, de 1958 à 1965, qui a regroupé en son sein des militants libertaires, des dissidents du PCF et des trotskistes ou ex-trotskistes.

Extrême gauche, années cinquante

Quand éclate, en novembre 1954, l'insurrection déclenchée par le FLN, la gauche révolutionnaire est en France minoritaire et divisée. Il est possible de distinguer deux traditions principales, deux cultures politiques identifiées par une histoire, des symboles, des acteurs, une idéologie et une identité, la tradition anarchiste et la tradition trotskiste.

Depuis 1953, deux organisations, la Fédération anarchiste (FA) et la Fédération communiste-libertaire (FCL) se disputent l'héritage anarchiste. En 1952, les

partisans de Georges Fontenis, regroupés au sein d'une organisation clandestine dans la FA, parviennent lors du Congrès de Bordeaux à s'emparer de la majorité en défendant une orientation influencée par une conception « plateformiste » de l'organisation. *La Plate-Forme organisationnelle de l'Union des anarchistes* est un texte publié par Archinov et Makhno en 1926, qui tire la leçon des défaites anarchistes en Russie et en Ukraine après la Révolution de 1917 pour réclamer une structuration plus forte des organisations anarchistes, avec notamment une certaine forme de centralisme. Sébastien Faure réplique par la *Synthèse anarchiste* dans laquelle il préconise une forme d'organisation plus « lâche » sans contraintes de structure. Le débat entre conceptions plateformiste et synthésiste parcourt dès lors le mouvement anarchiste, et le Congrès de Bordeaux de 1952 est un épisode de ce débat récurrent. La scission entre synthésistes et plateformistes se produit un an plus tard, quand Fontenis et ses partisans transforment la FA en FCL, tout en conservant le nom du journal, *Le Libertaire* : les synthésistes quittent la FCL et reconstituent la FA, autour du journal *Le Monde libertaire*.

Plusieurs organisations gravitent dans la galaxie trotskiste et revendiquent l'héritage du fondateur de la IV^e Internationale. Il existe ainsi deux PCI (Parti communiste internationaliste) depuis 1952, année qui a vu la majorité de la section française de la IV^e Internationale refuser l'orientation d'entrisme dans le PCF défendue par la direction internationale composée de Michel Raptis, dit Pablo, Ernest Mandel, Livio Maïtan et Pierre Frank. Cette direction internationale place la section française sous tutelle de Pierre Frank et de Pablo, et provoque ainsi le départ de la majorité, qui conserve le nom du journal *La Vérité*. Ceux qui dirigent le PCI dissident et qui ont été à l'origine de la scission, autour de Marcel Favre-Bleibtreu et Michel Lequenne, sont mis en minorité à l'intérieur de leur propre groupe par Pierre Boussel, dit Lambert, et ses partisans : ils sont exclus en 1956. Les deux PCI concurrents comptent une centaine de militant-e-s réparti-e-s dans toute la France, mais en majorité en région parisienne.

Outre les deux PCI, d'autres organisations rassemblent une poignée de militant-e-s : le groupe Socialisme et barbarie est très productif intellectuellement mais sa réalité militante est faible, et ce petit groupe, autour notamment de Cornélius Castoriadis, est plus porté vers le débat théorique que vers l'action pratique ; la Voie ouvrière, enfin, est une petite organisation qui privilégie le travail en direction des usines.

De l'indifférence au soutien, les réactions à l'insurrection algérienne

L'insurrection de novembre 1954 pose deux questions politiques et pratiques à cette gauche révolutionnaire diverse autant que divisée, et les réponses apportées sont transversales aux cultures trotskistes et anarchistes. Les orga-

nisations politiques d'extrême gauche doivent tout d'abord prendre position par rapport à l'insurrection elle-même, et soutenir ou pas les revendications d'indépendance des nationalistes algériens. Mais il ne suffit pas de soutenir l'indépendance, encore faut-il savoir quelle organisation nationaliste choisir : le FLN, nouvelle organisation encore inconnue à la veille de l'insurrection, qui en est pourtant à l'origine, et le MNA, fondé par le chef historique du nationalisme algérien, Messali Hadj, se livrent à une lutte fratricide et sanglante pour l'hégémonie du combat nationaliste².

La première attitude, dans la gauche révolutionnaire, est celle des organisations qui s'impliquent peu, ou pas du tout, dans la question algérienne, jusqu'à s'en désintéresser dans les faits. C'est le cas principalement de la FA, et dans une moindre mesure de la Voie ouvrière. La FA condamne la répression du gouvernement français, mais refuse de prendre position pour une organisation nationaliste, et renvoie nationalisme algérien et nationalisme français dos à dos : l'opposition entre colonisateurs et colonisés est minorée au profit de l'opposition entre classes sociales, entre riches et pauvres. Dans ses mémoires parues en 1988, Maurice Joyeux, un des principaux dirigeants de la FA à cette époque, justifie ses positions en expliquant que « la guerre d'Algérie est une péripétie qui oppose deux bourgeoisies, la bourgeoisie autochtone à la bourgeoisie coloniale », entre lesquelles il ne s'agit pas de choisir même s'il faut lutter pour mettre fin à la guerre³. En décembre 1954, Maurice Fayolle écrit dans une revue mensuelle anarchiste un texte en direction des « prolétaires nord-africains », dans lequel il explique que malgré sa « sympathie » pour leurs luttes, les Algériens devraient avoir « autre chose à faire que de lutter pour remplacer l'Évangile par le Coran », et il conclut par cette invite « les anarchistes vous convient fraternellement à les rejoindre dans la seule lutte valable : celle qui a pour objet de libérer tous les hommes – ceux des peuples colonisés comme ceux des peuples colonisateurs – de toutes les exploitations et de toutes les tyrannies ».

La position de la Voie ouvrière, plus nuancée, rejoint néanmoins celle de la FA, et la lutte pour l'indépendance de l'Algérie n'est pas une priorité. Il faut noter cependant la faiblesse numérique de l'organisation trotskiste, peu propice à multiplier les terrains d'intervention. Les deux organisations, trotskiste et anarchiste, se contentent dans les faits d'une posture de témoins passifs des luttes anti-colonialistes, et jouent un faible rôle pendant la guerre d'Algérie. À l'opposé, le PCI tendance Lambert et la FCL soutiennent résolument les luttes pour l'indépendance, et prennent parti pour le MNA. Le PCI tendance Lambert a conservé, après la scission de 1952, des liens privilégiés avec Messali Hadj, et soutient exclusivement le MNA, réservant de vives critiques au FLN. Le MNA est défini, par son programme et sa composition sociale, comme un « parti

prolétarien révolutionnaire », et la « fermeté d'une politique de classe » de Messali Hadj est louée⁴. Pour justifier le soutien, le MNA est comparé au parti bolchevique, dont Messali Hadj serait le nouveau Lénine. La suspicion est jetée sur le FLN et Lambert écrit en novembre 1955 qu'il s'agit d'un « interlocuteur de choix pour le gouvernement français »⁵.

La FCL est moins catégorique et exclusive dans son soutien au MNA, et soutient en priorité une organisation-sœur, le MLNA (Mouvement libertaire nord-africain), petite et récente organisation qui joue un faible rôle durant la guerre d'indépendance. Dès le 9 novembre 1954, des affiches de la FCL placardées sur les murs proclament « Vive l'Algérie libre », et *Le Libertaire* n° 406 du 25 novembre 1954 publie un appel qui résume la position de la FCL : « Nous ne devons pas renvoyer, dos à dos, l'impérialisme et les revendications des peuples colonisés, mais au contraire nous devons, selon l'exemple de Bakounine, nous solidariser avec les peuples soumis, contre les impérialisme... même si le désir d'émancipation de ces peuples revêt, pour quelques-uns, un caractère national qui doit être seulement transitoire ». Concrètement, si le FLN n'est pas critiqué, ce sont les communiqués du MNA qui sont publiés régulièrement dans *Le Libertaire*, ainsi qu'un entretien de Georges Fontenis avec Messali Hadj⁶.

Le PCI tendance Frank soutient le FLN, considéré comme le moteur de la « révolution coloniale », sans porter d'appréciation sur sa composition sociale, son programme ou la nature du parti, mais en tenant compte de l'action concrète contre l'impérialisme français. Des contacts sont établis avec des militants nationalistes algériens passés au FLN.

Les choix des différentes organisations trotskistes et libertaires témoignent des différences d'appréciation politique et tactique de la situation des organisations, mais aussi de pratiques militantes diverses qui rendent plus intelligibles, après coup, les scissions antérieures. Les divergences passées prennent toute leur cohérence quand on les examine à la lumière des réactions à l'insurrection algérienne de 1954 : la FA et le PCI tendance Lambert prennent des positions dans lesquelles les principes, anti-autoritaires ou bolcheviques-léninistes, sont érigés en dogme, tandis que la FCL et le PCI tendance Frank tiennent plus compte des éléments concrets de la situation politique, jusqu'à soutenir, pour les libertaires, des nationalistes, et pour les trotskistes une organisation qui n'est pas bolchevique ou marxiste.

Entre soutien et répression, des acteurs confrontés à des pratiques et des problèmes semblables

Les organisations de la gauche révolutionnaire qui font le choix de soutenir l'indépendance de l'Algérie sont les premières organisations de métropole exposées à la répression, avant même les célèbres procès des réseaux Jeanson et Curiel.

Cette répression concerne en premier lieu la presse, touchée par de multiples amendes, saisies et interdictions du *Libertaire*, de *La Vérité des travailleurs*, de *La Vérité*. Pierre Morain, militant libertaire de Roubaix, est condamné en 1955 à cinq mois de prison, accusé d'atteinte à la sûreté de l'État et de reconstitution de ligue dissoute pour des tracts anticolonialistes et des éditoriaux du *Libertaire* qui défendent le MNA. Sa peine est aggravée et portée à un an en septembre 1955, après l'appel du procureur de Lille qui jugeait la première peine trop clémente. Deux militants du PCI tendance Lambert sont arrêtés et interrogés en juin 1955, tandis que Pierre Lambert, Stéphane Just, Bloch, et Daniel Renard sont poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'État à cause d'articles dans *La Vérité*. Il en est de même pour les « frères ennemis » Pierre Frank et Jacques Privas, qui sont condamnés en 1956 à six mois de prison avec sursis pour des articles parus dans *La Vérité des travailleurs*.

Les militants du PCI tendance Frank sont aussi emprisonnés pour des activités clandestines, car ils impriment en Belgique et reçoivent en France une partie de la presse du FLN. La découverte d'un de ces paquets subversifs provoque l'arrestation en avril 1956 de Simone Minguet, Raymond Bouvet et Jeannine Weil, ancienne militante du PCI passée à la Nouvelle Gauche et qui ignorait l'utilisation de son nom pour une boîte aux lettres. Pierre Frank est poussé par les militants trotskistes à se livrer à la police et à assumer politiquement cette activité. Sous l'effet d'un dossier à charge inconsistant et d'un large comité de soutien, les trotskistes sont relâchés dès mai 1956.

Trotskistes et libertaires font donc face à une semblable répression, qui aboutit à la fin de la FCL, sous le coup des amendes et des poursuites, durant l'été 1956, et à la disparition du *Libertaire*. Ce rôle de la répression d'État dans la disparition de la FCL est parfois omis, notamment par Jean Maitron dans son *Histoire de l'anarchisme*, pour qui c'est le fait de présenter quelques candidats lors des élections législatives de janvier 1956 qui a aliéné « à la FCL toute sympathie en milieu anarchiste »⁷. En ce qui concerne le PCI tendance Frank et la IV^e Internationale, la répression pousse, au début des années soixante, des militants comme Pierre Avot-Meyers ou Louis Fontaine à s'exiler, tandis que Michel Raptis dit Pablo, après avoir mis en place une usine clandestine d'armes pour le FLN au Maroc, tente, sur l'initiative du FLN, de fabriquer de la fausse monnaie française : il est arrêté avec les autres participants de l'entreprise et jugé à Amsterdam, dans un procès transformé en tribune politique.

Outre la question de la répression, ce sont des pratiques similaires de soutien au nationalisme algérien qui sont développées par les deux PCI et par la FCL. Les services rendus au FLN ou au MNA, campagnes publiques de soutien à l'indépendance et aux prisonniers, activités clandestines de fabrications de

faux papiers ou d'impression de matériel de propagande, port de valises, sont semblables quels que soient les réseaux et les courants. On retrouve aussi de manière transversale ce qui peut apparaître comme des outrances dans le soutien : si le PCI tendance Lambert considère le MNA comme un parti bolchevique et son chef Messali Hadj comme un nouveau Lénine, c'est néanmoins une organisation libertaire, la FCL – expérience originale, certes, dans l'histoire des mouvements anarchistes – qui consacre un encart à l'anniversaire du dirigeant algérien afin de lui adresser ses « fraternelles salutations révolutionnaires »⁸.

Les évolutions du conflit algérien ne permettent pas de poursuivre les parallèles jusqu'à la fin de la guerre. La FCL disparaît, l'hégémonie du FLN et la marginalisation totale du MNA ne permettent plus au PCI tendance Lambert, du fait de sa politique de soutien exclusif, de jouer un rôle véritable. Seul le PCI de la tendance Frank est en mesure de poursuivre ses activités de soutien au FLN, qui, sous l'influence de Pablo, donnent lieu à deux opérations d'envergure, la construction d'une usine d'armes clandestine au Maroc, et la tentative infructueuse de fabriquer en Hollande de la fausse monnaie française⁹. Les convergences anti-coloniales donnent cependant naissance à une nouvelle organisation, Voie communiste, qui réalise progressivement la synthèse de cultures politiques différentes.

Voie communiste, lieu de convergence provisoire et partielle des traditions politiques communistes et libertaires

Les origines de Voie communiste se situent directement dans les tentatives des trotskistes du PCI tendance Frank d'animer une opposition de gauche dans le PCF. Cette opposition apparaît en 1956 sous la forme d'un bulletin-revue interne, *Tribune de discussion*, qui s'associe en 1957 à un autre bulletin d'opposition interne, *l'Étincelle*. En 1958, ceux qui animent la revue, trotskistes comme Denis Berger ou Félix Guattari, ou issus du PCF comme Gérard Spitzer, tirent le bilan d'un certain intérêt suscité par le bulletin. Ils décident alors que la revue, sous le nom de *La Voie communiste*, doit prendre son autonomie par rapport à la IV^e Internationale, et être vendue publiquement en kiosque, afin de proposer une opposition communiste en-dehors du PCF, de s'adresser aux couches de la population radicalisées par la guerre d'Algérie. Denis Berger est exclu du PCI, et la revue permet de structurer une nouvelle organisation indépendante. L'intellectuel libertaire Daniel Guérin ou des anciens de la FCL comme Georges Fontenis rejoignent Voie communiste et participent à la rédaction de la revue. Outre la revue, ce sont les activités de soutien au FLN qui structurent les activités de Voie communiste, et certaines actions d'envergure sont menées à bien, notamment l'évasion réussie de dirigeants FLN¹⁰.

La revue, dans ses débuts, est fortement orientée en direction des militants du PCF et revendique un léninisme affirmé. Mais elle évolue vers une moindre orthodoxie, un plus grand œcuménisme idéologique. Cet œcuménisme se manifeste dans des registres divers, qui concernent ceux qui écrivent dans les colonnes de la revue, les modèles, étrangers ou historiques, qui sont proposés, et les objectifs fixés à la revue et à l'organisation.

Des militants et des intellectuels de diverses origines s'expriment dans *Voie communiste*. La gamme des intellectuels auteurs d'articles ou sujets d'entretiens regroupe les diverses sensibilités de la mouvance anticolonialiste, et Jean-Paul Sartre, Alfred Rosmer, Pierre Vidal-Naquet, Daniel Guérin ou Francis Jeanson sont sollicités. Les dessins de Siné donnent un tour satirique à l'actualité à partir de 1961, et les photos d'Elie Kagan rendent compte de manière dramatique du 17 octobre 1961. Georges Fontenis, sous le pseudonyme de Grandfond, Denis Berger, sous celui de Pierre François, Michel Lequenne ou André Calvès, tous deux investis dans l'aile gauche du PSU, défendent des points de vue différents et parfois opposés. Par des points de vue, parfois contradictoires, par le courrier des lecteurs, ou par des articles de fond, les lecteurs sont tenus informés des évolutions de l'aile gauche de l'UEC, du syndicat étudiant, l'UNEF, de l'aile gauche du PSU ou d'opposants internes au PCF.

La même diversité d'influences se retrouve dans les modèles étrangers proposés, avec une prégnance forte des expériences des pays dits du Tiers monde. La Chine suscite l'admiration d'une partie des rédacteurs de la revue, et certains d'entre eux compteront parmi les premiers maoïstes de France. Mais l'exemple cubain est également traité, et côtoie des articles consacrés aux luttes des Noirs aux États-Unis, à la résistance anti-franquiste et au Mouvement libertaire espagnol, ainsi qu'au MPLA en Angola ou, plus européen, à l'opposition interne au Parti communiste italien. Les entretiens ou les discours de personnalités symboliques des luttes anticolonialistes et anti-impérialistes, comme Ernesto Che Guevara, Fidel Castro, Patrice Lumumba ou Mohammed Boudiaf, que la revue soutient après l'indépendance de l'Algérie, sont retranscrits dans *Voie communiste*.

Les modèles sont aussi puisés dans l'histoire, et la variété est de mise avec la révolution russe, la figure de Trotsky « réhabilitée » même si le groupe se défend de toute influence trotskiste, l'éphémère Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) fondé en 1938 par Marceau Pivert, la Commune.

Cet œcuménisme, cette ouverture à des opinions et stratégies différentes, est rare dans la gauche révolutionnaire de l'époque. Elle tranche avec la volonté affirmée d'hégémonie et la certitude de détenir la seule véritable ligne révolutionnaire des nombreux groupes d'extrême gauche. Elle s'explique par un pro-

jet politique original, qui se met en place progressivement, et qui est formalisé en janvier 1962 par le « Programme d'action de la Voie communiste »¹¹. Ce programme affirme que « Voie communiste ne cherche pas à imposer une quelconque suprématie organisationnelle », et « n'envisage son action politique que sous la forme d'une collaboration, dans l'exécution de tâches décidées en commun, de tous les militants, de tous les groupes qui cherchent à définir une orientation révolutionnaire ». Les modalités de prise de ces décisions communes ne sont pas expliquées, même si le projet de structurer des « groupes de lecteurs » est évoqué.

Il est difficile, en l'absence d'autres éléments pour la recherche, de déterminer la réalité de ces groupes de lecteurs, leur composition politique et sociale. La volonté affichée dans ce Programme est cependant à prendre en compte en-dehors de toute évaluation de son succès, sans doute très relatif. Sans parvenir à remplir tous ses objectifs, Voie communiste est plus modestement restée, autre but défini par le Programme, un « organe de liaison, d'information et de coordination des militants attachés aux principes et à la tradition révolutionnaire ». Mais la volonté affirmée d'ouverture, le souci de ne pas revendiquer une quelconque hégémonie, tentation à laquelle cède une partie de la gauche révolutionnaire, la bonne qualité de la revue, qui sait accueillir les débats qui agitent la gauche anticolonialiste, ne peuvent que susciter l'intérêt. Voie communiste n'est cependant pas à l'abri de tensions et de conflits qui entraînent la fin de cette brève expérience, en 1965. Pro-Chinois et pro-Cubains se déchirent, ainsi que défenseurs de l'URSS dans le conflit larvé sino-soviétique. Denis Berger, dans un bilan de 1965¹², note une « inadéquation du groupe aux conditions nouvelles créées en France par l'évolution de la situation depuis la fin de la guerre d'Algérie ». Il explique également avec une grande lucidité que les militants de Voie communiste se sont laissés « abuser par la démagogie marxisante des dirigeants de la Fédération de France du FLN », ce qui a engendré une « confiance exagérée dans l'automatisme de la transcroissance de la révolution démocratique nationale en révolution socialiste ».

Conclusion

Ces illusions, ce caractère éphémère de la revue et du groupe, qui a survécu seulement trois ans à la guerre d'Algérie qui l'a fait naître, n'empêchent pas cette expérience de nous offrir un exemple intéressant d'un regroupement non dogmatique autour d'une revue de bonne qualité, de l'élaboration d'une culture syncrétique, même si elle tire plutôt vers le marxisme, de plusieurs traditions de la gauche révolutionnaire. L'échec de Voie communiste doit être relativisé à la lumière de ces considérations, et d'un contexte plus propice aux anathèmes et aux excommunications qu'à un débat entre les traditions et les organisations.

Alors que se mêlent aujourd'hui, dans les luttes pour une autre mondialisation, les drapeaux rouges et les drapeaux noirs, les aspirations individuelles et les combats collectifs, et des traditions et des cultures politiques très différentes, il n'est pas incongru, sans en exagérer la portée limitée, de s'attarder sur l'expérience de la Voie communiste.

- 1 Danielle Tartakowsky, « Crise de la culture et cultures de crise », intervention au colloque « Crise et rupture en histoire », Université Paris VIII, 1^{er} et 2 mars 1999, à paraître.
- 2 Mohammed Harbi, *Le FLN mirage et réalité, des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Paris, Jeune Afrique, 1980 ; Benjamin Stora, *Messali Hadj pionnier du nationalisme algérien*, Paris, Le Sycomore, 1982.
- 3 Maurice Joyeux, *Sous les plis du drapeau noir, souvenirs d'un anarchiste*, Paris, Le Monde libertaire, 1988.
- 4 Note politique n° 7, 23 novembre 1954, FD° 278, archives de la BDIC de Nanterre.
- 5 FD° 137, archives de la BDIC de Nanterre.
- 6 Les exemplaires du *Libertaire* sont disponibles aux archives du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille.
- 7 Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, Gallimard, 1992.
- 8 *Le Libertaire* n° 432, 26 mai 1955.
- 9 Pour plus de détails sur ces activités et le procès de Pablo à Amsterdam, Sylvain Pattieu, « Le camarade Pablo, la IV^e Internationale et la guerre d'Algérie », *La Revue historique*, septembre-octobre 2001.
- 10 Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises – La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1979.
- 11 *Voie communiste* n° 26, janvier/février 1962.
- 12 FD° 1001-5, archives de la BDIC de Nanterre.